

RAPPORT ANNUEL 2018

Centre for International
Governance Innovation

Remerciements

Le CIGI remercie de leur soutien Jim Balsillie et le gouvernement du Canada, ses partenaires fondateurs, de même que le gouvernement de l'Ontario et la Ville de Waterloo.

Conseil d'administration

Président	Jim Balsillie	Administrateur	Maureen O'Neil
Trésorier	Scott Burk	Administrateur	Taylor Owen
Administrateur	C. Scott Clark	Administrateur	Andrés Rozental
Administrateur	Ahmed Galal	Administrateur	Paul Samson
Administrateur	Arif Lalani		

Direction

Directeur exécutif
Rohinton P. Medhora

Directeur adjoint, Droit international de la propriété intellectuelle et Innovation
Bassem Awad

Directrice aux finances et aux opérations
Shelley Boettger

Directeur du programme Économie mondiale
Robert Fay
Paul Jenkins (directeur par intérim depuis juillet)

Directrice du Programme de recherche sur le droit international
Oonagh Fitzgerald

Directeur du programme Sécurité et politique internationales
Fen Osler Hampson

Directrice des ressources humaines
Laura Kacur
Susan Hirst (départ en juillet)

Directrice adjointe, Droit de l'environnement international
Silvia Maciunas

Directeur adjoint, Droit économique international
Hugo Perezcano Diaz

Directrice, Évaluation et Partenariats
Erica Shaw

Directeur général et chef du contentieux
Aaron Shull

Directeur des Communications et des médias numériques
Spencer Tripp

Imprimé au Canada sur du papier contenant 100 % de fibres post-consommation, certifié par le Forest Stewardship Council et la Sustainable Forestry Initiative.

Centre for International Governance Innovation

67 Erb Street West
Waterloo, Ontario, N2L 6C2
Canada

tel +1 519 885 2444 fax + 1 519 885 5450

www.cigionline.org



**Nous sommes
le Centre pour
l'innovation
dans la
gouvernance
internationale,
un think tank
non partisan
et indépendant
fondé sur
une approche
objective et
spécifiquement
internationale.**







Table des matières

- 2** Message du président du Conseil
- 5** Message du directeur exécutif
- 9** La gouvernance des données à l'ère numérique
- 11** Soutenir l'autonomisation économique des femmes
- 13** Les experts du CIGI face à la renégociation de l'ALENA
- 15** En quête de solutions pour le système mondial de protection des réfugiés
- 17** Complexité du droit international à l'heure du Brexit
- 18** Risques et droits dans un monde numérique
- 19** L'avenir de la gouvernance face à la technologie des chaînes de blocs
- 21** *Réflexions sur le passé, le présent et l'avenir du Canada en matière de droit international*
- 23** Mise en œuvre d'un dialogue Canada-Inde
- 24** Données, IA, automatisation et avenir du travail : notes pour le G7 et le G20
- 25** La Chine et l'économie mondiale
- 27** Miser sur les échanges commerciaux pour combattre le changement climatique
- 28** Valoriser les savoirs traditionnels et l'innovation autochtones
- 29** Préciser le droit international sur l'exploitation des grands fonds marins
- 32** Publications choisies
- 34** Principaux événements
- 38** Finances

Message du président du Conseil

Les innovations de cette ère numérique ont une forte incidence sur notre façon de communiquer, de faire des affaires et de vivre en société. Entre technologies de pointe et systèmes d'intelligence artificielle (IA) alimentés par des mégadonnées pléthoriques, elles ont produit en moins d'une génération d'importants progrès scientifiques et industriels mais font aussi craindre l'essor des atteintes à la vie privée et d'une culture de surveillance de masse.

Ces transformations se succèdent si rapidement — des cryptomonnaies qui s'infiltrent dans les services financiers aux systèmes d'IA soupçonnés de faciliter les campagnes de désinformation — qu'elles prennent le pas sur les politiques établies et les réglementations mondiales.

Le CIGI a examiné ces enjeux avec rigueur et constance. Notre série Data Governance in the Digital Age a mobilisé nombre d'experts qui ont proposé un train de mesures pour relever les défis internationaux du traitement des données et de la propriété intellectuelle (PI), tout en démontrant l'importance pour le Canada d'élaborer sa propre stratégie de données. Beaucoup de leurs idées ont été débattues à Ottawa, ailleurs au pays et dans les pages éditoriales de quotidiens nationaux. Nous avons regroupé leurs études dans un rapport spécial qui en est à sa deuxième impression.

En matière de gouvernance des données, le leadership du CIGI est d'autant plus déterminant que la gestion des mégadonnées figure désormais parmi les grands enjeux de politiques publiques de notre temps. Ses liens avec la sécurité publique, la cybersécurité et les accords commerciaux, sans parler du droit à la vie privée et des questions éthiques soulevées par l'IA, ont de profondes répercussions sur les institutions locales, nationales et internationales.

Grâce à ses partenariats avec plusieurs institutions publiques et privées, notamment les gouvernements du Canada et de l'Ontario et la Ville de Waterloo, le CIGI est tout désigné pour enrichir le discours politique d'idées nouvelles et promouvoir des mesures qui nous assureront de relever collectivement les défis complexes d'une économie mondiale du savoir et des données.

Jim Balsillie
Président du conseil d'administration du CIGI

« En matière de gouvernance des données, le leadership du CIGI est d'autant plus déterminant que la gestion des mégadonnées figure désormais parmi les grands enjeux de politiques publiques de notre temps. »





« Nous sommes aujourd'hui témoins de changements majeurs suscités par les mégadonnées, l'IA et l'automatisation en milieu de travail. »

Message du directeur exécutif

Nous sommes aujourd'hui témoins de changements majeurs suscités par les mégadonnées, l'intelligence artificielle (IA) et l'automatisation en milieu de travail. Et l'on ne parle pas de simples progrès technologiques mais d'une transformation fondamentale de nos économies, de nos systèmes démocratiques et du tissu même de nos sociétés.

L'innovation étant au cœur de sa mission, le CIGI a rapidement pris la mesure de ces changements. Il s'est empressé d'évaluer les possibilités qu'ils libèrent mais aussi les risques bien réels qu'ils font courir aux droits des citoyens, aux relations internationales et aux institutions qui nous protègent, dont beaucoup sont déjà la cible de mouvements nationalistes.

La confidentialité en ligne et la capacité des gouvernements ou autres acteurs de s'ingérer dans les processus démocratiques et de pirater les institutions ont soulevé cette année une inquiétude grandissante avec les révélations sur les manipulations de données opérées par la société Cambridge Analytica et les campagnes de désinformation menées par certains États. Les partenariats public-privé seront d'importance cruciale pour analyser ces enjeux et combler l'écart entre l'autoréglementation et les autres modes de gouvernance. C'est ainsi pour protéger les droits des citoyens que le CIGI s'est notamment associé à Patrimoine canadien et au Global Digital Policy Incubator de l'Université Stanford.

La numérisation de l'économie soulève aussi des questions inédites sur l'avenir du travail. Dans le cadre de nouvelles études et de notre collaboration avec le Groupe des 7 (G7) et le Groupe des 20 (G20), nous avons proposé des mesures d'adaptation aux effets de l'automatisation et de l'IA sur la population active.

Parallèlement, le CIGI a approfondi son examen des possibilités d'action dans plusieurs domaines touchés par l'accélération des changements induits par l'innovation et les technologies : renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ; autonomisation économique des femmes ; système mondial de protection des réfugiés ; enjeux financiers, commerciaux et autres suscités par l'Inde et la Chine.

Le CIGI est désormais un leader de la recherche sur les enjeux fondamentaux de notre temps. Et nous sommes très fiers de ce qu'il est devenu : le think tank numérique de cette ère numérique.

Rohinton P. Medhora
Directeur exécutif du CIGI



**Nos recherches,
textes d'opinion
et activités
publiques
contribuent
à transformer
le monde en
étayant d'une
pensée claire
et novatrice
l'élaboration
des politiques
mondiales.**





La gouvernance des données à l'ère numérique

La révolution des données transformera nos modes de vie et de travail, mais elle pourrait aussi menacer la confidentialité, la sécurité publique, la transparence et la démocratie. Les entreprises de technologie et de réseaux sociaux collectent, utilisent et vendent nos données personnelles à des fins commerciales, sociales, politiques et parfois criminelles. Si l'exploitation des données — ce « nouveau pétrole » — a permis à certains de faire fortune, ses répercussions économiques et sociétales sont alarmantes. C'est pourquoi de nombreux spécialistes exhortent le Canada à définir d'urgence une stratégie de gestion et de réglementation des données et des technologies.

Le CIGI a mobilisé à cette fin des universitaires et des décideurs du gouvernement fédéral, de l'entreprise et de l'industrie pour imaginer une nouvelle stratégie de données nationale. Leurs analyses ont fait l'objet d'une série d'études lancée en mars 2018, qui traite notamment du rôle de l'industrie canadienne et des possibilités d'action en matière de gouvernance nationale et internationale des données. Peu après, le ministère Innovation, Sciences et Développement économique Canada a cité nos travaux parmi les documents consultés en vue d'établir sa stratégie. Le *Globe and Mail*, le *National Post* et plusieurs autres médias du pays ont aussi fait référence à notre série.

Lire toutes les études de la série Data Governance in the Digital Age :
www.cigionline.org/data.



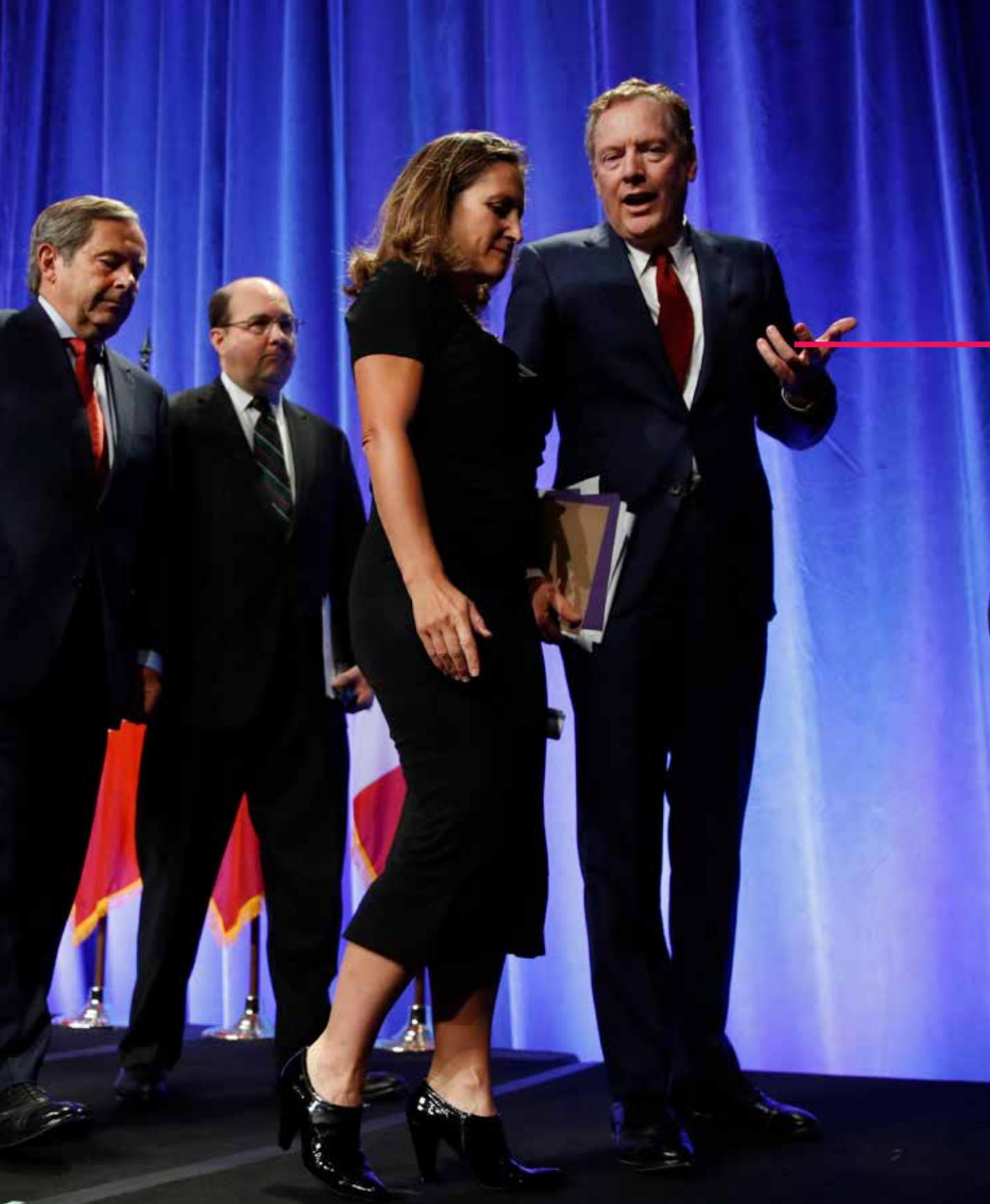


Soutenir l'autonomisation économique des femmes

Les femmes comptent pour la moitié du genre humain mais ne contribuent qu'à hauteur d'environ 37 % au PIB mondial. Dans certains pays en développement, elles totalisent à peine 1 à 6 % des propriétaires d'entreprise. Pour analyser cette disparité dans le monde des affaires, le CIGI a mené des recherches et tenu à Genève une table ronde de haut niveau en appui à l'application de la Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon Stephen de Boer, représentant permanent du Canada à l'OMC, les interventions du CIGI ont permis « une stimulante avancée du débat entourant le soutien à la Déclaration conjointe ».

Notre série d'études *Reshaping Trade through Women's Economic Empowerment* donne la parole à des leaders et des spécialistes du commerce, de l'investissement, du développement, des droits de la personne et des droits des femmes, qui recensent les forces et faiblesses de la Déclaration mais aussi les possibilités et défis d'une pleine participation des femmes au commerce intérieur et international. De plus en plus de pays, dont le Canada, misent aujourd'hui sur les négociations commerciales pour renforcer l'autonomisation économique des femmes.

Regarder la discussion entre Stephen de Boer et Oonagh E. Fitzgerald, directrice du Programme de recherche en droit international (PRDI) : www.cigionline.org/reshaping.



Les experts du CIGI face à la renégociation de l'ALENA

Le CIGI a servi de point de référence tout au long des multiples rondes de l'épineuse renégociation de l'ALENA. Collaborant avec nos associés à la production d'analyses sans cesse actualisées, nous avons offert aux décideurs canadiens et aux parties prenantes d'éclairantes perspectives sur les enjeux clés des négociations sous la forme d'études et de textes d'opinion percutants, de discussions sur Twitter, de contenu multimédia et de comptes rendus de presse. Notre associé principal Jeff Rubin a mené un examen rigoureux de l'industrie de l'assemblage et des pièces automobiles qui lui a valu plusieurs apparitions télévisées, notamment sur les chaînes BNN, SRC/CBC et CTV. Sous la direction de Bassem Awad, directeur adjoint au Droit de la PI et à l'Innovation, nos experts du PRDI ont expliqué comment la modernisation de l'ALENA pourrait favoriser la protection des droits de la PI, des savoirs traditionnels et des expressions culturelles tout en stimulant l'essor d'une économie du savoir. On a également sollicité l'avis de Hugo Perezcano Díaz, directeur adjoint au Droit économique international, sur le volet mexicain de l'ALENA et le déroulement concret des négociations.

De même, on a mis à contribution l'expertise du CIGI lorsque les questions sur le secteur manufacturier canadien, les chapitres en suspens de l'ALENA et les tarifs de l'administration Trump ont pris le devant de la scène, comme en témoignent 1 050 mentions dans des médias internationaux comme le *New York Times* et *The Guardian*, et de fréquentes collaborations aux rubriques d'opinion du *Globe and Mail*, du *Financial Post* et de *Maclean's*.

Lire le rapport spécial *NAFTA 2.0 and Intellectual Property* :
www.cigionline.org/nafta.





En quête de solutions pour le système mondial de protection des réfugiés

En vue de la publication de son rapport final attendu début 2019, le Conseil mondial pour les réfugiés (CMR) a centré ses travaux sur la promotion de la coopération, la responsabilisation politique, l'amélioration du financement et le déploiement technologique nécessaires pour remédier aux lacunes systémiques du système mondial de protection des réfugiés. Pour ce faire, il a rencontré des centaines de décideurs et d'experts à Genève (Suisse), Amman (Jordanie), Berlin (Allemagne), Dar es Salaam (Tanzanie), Rhodes (Grèce), Addis-Abeba (Éthiopie), Bogota (Colombie) et Ottawa (Canada), ainsi qu'à New York, Washington D.C. et Berkeley (États-Unis). Ces rencontres avaient pour but de formuler d'audacieuses recommandations susceptibles d'aider la communauté internationale à gérer la plus grande crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le CMR a déposé en avril un rapport provisoire dans lequel son président Lloyd Axworthy observe qu'en dépit de nombreuses difficultés, il demeure possible de repenser l'approche mondiale à l'égard des réfugiés. Développement Canada a diffusé le rapport auprès de quelque 50 000 abonnés des réseaux sociaux, saluant l'action du CMR à titre de « partenaire ». Puis en mai, la conseillère du CMR Leymah Gbowee, militante libérienne et prix Nobel de la paix, a participé au Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour conseiller des décideurs sur la présidence canadienne du prochain G7.

Lire le rapport provisoire du CMR *Transforming the Global Refugee System* : www.cigionline.org/WRCinterim.

COMPLEXITY'S EMBRACE

The International Law Implications of Brexit

COMPLEXITY'S EMBRACE

The International Law Implications of Brexit

Fitzgerald | Lein

Editors
Donagh E. Fitzgerald | Eva Lein

OXFORD

COMPLEXIT

COMPLEXI

COMPLEXITY

COMPLEXITY'S E

COMPLEXITY'S E

COMPLEXITY'S E

Complexité du droit international à l'heure du Brexit

L'ouvrage collectif *Complexity's Embrace: The International Law Implications of Brexit*, publié sous la direction d'Oonagh E. Fitzgerald, directrice du PRDI du CIGI, et d'Eva Lein, professeure à l'Université de Lausanne et chercheuse principale au British Institute of International and Comparative Law, examine les retombées politiques, économiques, environnementales, sociales et juridiques de la tempête déclenchée par le référendum tenu au Royaume-Uni en juin 2016.

Il rassemble les textes d'experts de plusieurs régions du globe sur les grands enjeux touchés par le Brexit, du commerce aux services financiers en passant par la PI, le droit de l'environnement et les droits de la personne. Comment défaire puis réécrire le droit international ? Qu'advient-il des lois et réglementations nationales et internationales qui façonnent nos vies quotidiennes ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles les auteurs de l'ouvrage tentent de répondre.

L'ouvrage a suscité un vif intérêt au Royaume-Uni lors d'une rencontre qui a rassemblé des membres de la Chambre des lords, des conseillers du Brexit et des correspondants d'organe de presse comme *Politico* et le *Financial Times*.

Regarder les directrices de la publication expliquer l'importance cruciale de ce livre : www.cigionline.org/complexity.

Risques et droits dans un monde numérique

Face à la numérisation de nos sociétés, la majorité des internautes s'inquiètent de plus en plus de leur confidentialité en ligne. Grâce aux recherches de ses experts et à plusieurs partenariats collaboratifs, le CIGI a continué d'approfondir son analyse des droits des internautes et des risques auxquels les expose notre monde numérique.

Selon le dernier sondage CIGI-Ipsos, la plupart d'entre eux craignent en effet les atteintes à leur vie privée et se méfient grandement des réseaux sociaux. Soutenu par Affaires publiques Ipsos, la Société Internet et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le sondage a attiré beaucoup d'attention lors de sa diffusion en direct sur Facebook, pendant le sommet RightsCon sur les droits de la personne.

En mars, le CIGI s'est associé à un important événement qui a rassemblé des dirigeants de la Silicon Valley autour des mesures à prendre pour protéger la liberté d'expression, la diversité et l'engagement civique. Un débat sur les rôles et responsabilités démocratiques dans un monde connecté a réuni Mélanie Joly, ancienne ministre de Patrimoine canadien, Fen Osler Hampson, directeur du programme Sécurité et politique internationales du CIGI, et Eileen Donahoe, associée distinguée du CIGI et directrice du Global Digital Policy Incubator de l'Université Stanford.

Consulter le sondage international CIGI-Ipsos 2018 sur la sécurité et la confiance à l'égard de l'Internet : www.cigionline.org/internetsurvey.

L'avenir de la gouvernance face à la technologie des chaînes de blocs

Le CIGI a accueilli en octobre 2017 le programmathon ETHWaterloo. L'événement de 36 heures a permis à 400 développeurs de concevoir des applications sur la plateforme Ethereum, une infrastructure de chaînes de blocs qui facilite le transfert sécurisé de données poste à poste sans intervention de tiers. Vitalik Buterin, fondateur d'Ethereum, y a parlé de l'avenir de cette technologie, des liens à tisser entre développeurs et organismes de réglementation et de la nécessité d'une solide gouvernance, dans le cadre d'une discussion avec notre associée principale Julie Maupin. Celle-ci a également offert des conseils juridiques aux participants et jugé la compétition finale.

Dans la foulée, le CIGI a participé en novembre à l'événement Hack4Climat, tenu pendant la Conférence de Bonn sur le climat (COP23), de concert avec Changements climatiques ONU, la Banque mondiale et de grandes marques industrielles. Les commanditaires avaient mobilisé de brillants esprits pour étudier des solutions à base de chaînes de blocs en vue de combattre le réchauffement planétaire. Le CIGI a fourni des documents de recherche et aidé à cibler les zones de projet. Résultat : les « pirates » ont proposé des solutions pour le suivi des émissions de GES ou l'échange d'égal à égal d'actifs carbone.

Le CIGI poursuit son examen de l'incidence sur le droit international de l'utilisation des chaînes de blocs dans les transactions financières et d'éventuels cadres de réglementation.

Regarder la vidéo la plus souvent partagée du CIGI pour comprendre le fonctionnement des chaînes de blocs : www.cigionline.org/blockchain.

INFLECTION POINT

Senior Reporter, CBC
Dr. Wynne Lewis Mikwato/Native
of Saskatchewan
Research Fellow, Wynne Lewis
Centre, University of Saskatchewan
Professor, Faculty of Law
Central, Amnesty International
Faculty of Law, McGill University
and the Marine & Environmental
University
Journalist and Graduate
University
Chair in the Law of

RECEPTION AND BOOK LAUNCH | RÉCEPTION ET LANCÉMENT DE LIVRE

5:30-7:00 p.m. | 17 h 30-19 h
Immediately following the conference

*Reflections on Canada's Past, Present and Future in
International Law / Réflexions sur le passé, le présent et
l'avenir du Canada en matière de droit international*
Edited by J. Youngblood, Trevor Hughes and Mark Swartz, Editors

...give Contributions provided in accordance for Canadian
...and scholars to reflect on Canada's rich history
...government, whose we find ourselves today in the
...we might help shape a future in which
...approach to international law gives
...of the official language chosen by
...Canada's past and present in
...the future of our nation
...the rest of the world
International Law
...of the International
...the development of
...it is proud to make

Réflexions sur le passé, le présent et l'avenir du Canada en matière de droit international

Dans l'ouvrage *Reflections on Canada's Past, Present and Future in International Law / Réflexions sur le passé, le présent et l'avenir du Canada en matière de droit international*, des juristes canadiens examinent le rôle de puissance moyenne du Canada et son influence sur la règle de droit internationale, de même que les moyens de préserver et de renforcer cette contribution. Un examen d'autant plus pertinent à l'heure où même de puissants États voient le droit international comme une menace à leur politique intérieure.

L'ouvrage porte un regard neuf sur les droits humains internationaux, le droit humanitaire, le droit économique international, le droit des traités, le droit autochtone et le droit de la PI. À noter que chacun de ses chapitres est rédigé dans la langue officielle choisie par son auteur.

Le lancement a eu lieu à Ottawa, en juin 2018, dans le cadre d'une conférence publique du CIGI qui a rassemblé des intervenants des milieux gouvernementaux, du monde universitaire et du domaine juridique. Beaucoup ont participé à des discussions d'experts animées notamment par Jonathan Fried, d'Affaires mondiales Canada, Shawn McCarthy, correspondant aux affaires économiques du *Globe and Mail*, et Jose Barrera, reporter aux questions autochtones de la SRC/CBC.

Regarder les directeurs de la publication discuter de l'importance de réfléchir au passé, au présent et à l'avenir du Canada : www.cigionline.org/reflections.



INDIA-CANADA TRADE & INVESTMENT DIALOGUE

GATEWAY HOUSE
INDIA'S CHINA & COUNCIL ON GLOBAL RELATIONS
भारत-चीन संवाद परिषद



Ministry of External Affairs
Government of India

Centre for International
Cooperation



CIGI



CIGI

CIGI



Rohinton
Medhora

Shruti
Krupa

Rohinton Medhora
Minister, External Affairs, Government of India





Mise en œuvre d'un dialogue Canada-Inde

Le Canada et l'Inde entretiennent de solides relations bilatérales fondées sur des valeurs semblables et de fructueux liens économiques, chaque pays étant aussi confronté à l'accélération des changements technologiques. Pour les aider à relever leurs défis communs, notre directeur exécutif Rohinton P. Medhora a mis en œuvre le Dialogue Canada-Inde sur l'innovation, la croissance et la prospérité, en partenariat avec Gateway House: Indian Council on Foreign Relations, afin de rassembler dans les deux pays des experts, des représentants gouvernementaux et des chefs d'entreprise soucieux de dynamiser leurs échanges en matière de commerce, d'économie et d'innovation. Cette initiative a été lancée par Manjeet Kripalani, directrice exécutive de Gateway House, et le ministre canadien de la Défense Harjit Sajjan, en marge de la visite en Inde effectuée en février par le premier ministre Justin Trudeau.

Elle donnera lieu à trois rencontres entre des experts et leaders d'opinion de chaque pays, qui se réuniront une fois l'an pour formuler à l'intention des décideurs des recommandations sur les moyens de promouvoir l'innovation et de traiter des questions de gouvernance d'intérêt commun. Diffusée par le haut-commissaire de l'Inde au Canada et rapportée par l'agence de presse chinoise Xinhua, dont le reportage sur le resserrement des liens économiques Canada-Inde faisait mention du CIGI et de son directeur exécutif, la nouvelle de cet important projet a suscité une attention considérable.

Lire le communiqué annonçant le projet Dialogue Canada-Inde :

www.cigionline.org/india.

Données, IA, automatisation et avenir du travail : notes pour le G7 et le G20

En prévision du Sommet du G7 de 2018, tenu en juin à Charlevoix (Québec), le CIGI a participé en janvier à une vaste table ronde sur l'automatisation et l'avenir du travail avec les représentants des sherpas du G7. En mai, nous avons publié *Automation and the Future of Work: Scenarios and Policy Options*, document des experts du CIGI Joël Blit, Samantha St. Amand et Joanna Wajda visant à éclairer les discussions des réunions de printemps du Fonds monétaire international, auxquelles ont participé des représentants des gouvernements canadien et argentin.

Fort du succès de ces rencontres, le CIGI a aussi accompagné l'ancien ministre canadien des Finances Paul Martin au sein d'une délégation envoyée à Buenos Aires pour établir les processus et questions de principe entourant l'organisation en Argentine du premier sommet du G20 tenu en Amérique du Sud.

Notre associé distingué Paul Twomey a contribué aux discussions sur l'avenir du travail en proposant un cadre d'IA centré sur l'humain qui permettrait aux gouvernements du G20 de protéger leurs citoyens contre les biais involontaires de l'IA et l'éventuelle discrimination de groupes déjà marginalisés.

Lire l'étude *Automation and the Future of Work: Scenarios and Policy Options* :
www.cigionline.org/futureofwork.

La Chine et l'économie mondiale

L'importance grandissante de la Chine dans l'économie mondiale et la guerre commerciale qui l'oppose aux États-Unis ont mobilisé l'attention des experts du programme Économie mondiale du CIGI, qui ont centré leurs travaux sur les nouvelles relations commerciales et l'épineuse question de la gouvernance des échanges numériques. Parmi nos experts ayant produit de riches analyses et commentaires, citons Alex (Xingqiang) He, Yong Wang, Barry Eichengreen, Dan Ciuriak, Susan Ariel Aaronson et Hongying Wang.

Signalons en particulier les travaux de notre chercheur Alex He sur les relations Canada-China et Chine-États-Unis, qui lui ont acquis une forte réputation d'excellence. La première de ses trois études sur le sujet, parue en juillet 2018, examine la politique économique de Xi Jinping. Lors du deuxième voyage en Chine du premier ministre Justin Trudeau, il avait analysé les défis liés à la promotion du commerce progressiste auprès du géant asiatique, dans un texte rédigé avec nos associés Hongying Wang et Susan Ariel Aaronson. Il a aussi publié dans *The Hill* un texte d'opinion sur les tensions sino-américaines au sujet de présumés vols de PI, et collaboré au *Los Angeles Times*, à Bloomberg et au magazine *Salon*.

Lire le texte de Alex He, Hongying Wang et Susan Ariel Aaronson sur les obstacles au commerce Canada-Chine : www.cigionline.org/obstacles.



Miser sur les échanges commerciaux pour combattre le changement climatique

L'OMC et la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) semblent poursuivre des buts contradictoires. L'OMC régissant les règles commerciales sans égard au climat, certaines restrictions commerciales peuvent se révéler incompatibles avec les mesures de lutte contre le réchauffement planétaire... et inversement. Tout mécanisme de contrôle devrait pourtant combiner ce qui est le plus avantageux pour l'environnement et le moins préjudiciable au commerce.

James Bacchus, associé principal du PRDI du CIGI, a été membre et deux fois président de l'Organe d'appel de l'OMC à Genève. Dans son rapport spécial CIGI intitulé *The Case for a WTO Climate Waiver*, il exhorte l'OMC à réexaminer ses règles en fonction des objectifs du développement durable. Il a poursuivi le débat avec d'autres experts du CIGI à l'occasion de discussions de haut niveau sur les règles commerciales et les mesures climatiques tenues en janvier, à Ottawa, puis en publiant en mars un texte d'opinion pour le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Lire l'étude *The Case for a WTO Climate Waiver*: www.cigionline.org/climatewaiver.

Valoriser les savoirs traditionnels et l'innovation autochtones

Le PRDI a lancé en 2017 le projet de recherche Traditional Knowledge, auquel participent cinq spécialistes de renommée mondiale. Ce projet porte sur le rôle de la PI, des savoirs traditionnels et des ressources génétiques détenues ou utilisées par les peuples autochtones, de même que sur leur incidence en matière d'innovation nationale et internationale.

Les travaux que Ruth Okediji a menés au CIGI visent l'élaboration d'un cadre juridique pour les ressources génétiques et les savoirs traditionnels qui favoriserait l'innovation autochtone. À l'occasion d'une table ronde tenue avec le Canadian Council for Aboriginal Business, le CIGI a examiné les possibilités de contribution des peuples autochtones à l'économie de l'innovation et au commerce en Amérique du Nord. Nous avons aussi offert à des dirigeants autochtones et des experts nord-américains une tribune de discussion sur les moyens d'empêcher les objectifs de l'ALENA d'empiéter sur la protection des savoirs autochtones.

À titre d'observateur au Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), le CIGI a significativement contribué aux négociations de Genève par une série de publications, d'activités parallèles et d'ateliers de réflexion.

Regarder Margo A. Bagley parler des droits de conception, de la PI et des peuples autochtones : www.cigionline.org/designrights.

Préciser le droit international sur l'exploitation des grands fonds marins

Certaines ressources naturelles comme l'or, le cuivre, le manganèse et le zinc se trouvent dans les profondeurs de l'océan, et des entreprises étatiques qui en font aujourd'hui la prospection en revendiquent la propriété sans égard aux territoires nationaux. Or il existe d'importantes lacunes dans le droit international en ce qui touche les dommages environnementaux causés par les activités d'exploration et d'extraction minières. C'est pourquoi le CIGI a pris l'initiative de remédier à ces lacunes en s'associant à des partenaires pour préciser le droit en la matière.

Nous avons ainsi créé un groupe de travail juridique formé de spécialistes de domaines variés du droit international. Dirigé par notre associé principal A. Neil Craik en collaboration avec l'Autorité internationale des fonds marins et le Secrétariat du Commonwealth, ce groupe examinera la responsabilité des dommages environnementaux et autres que peut causer l'exploitation des grands fonds marins. Le projet *Liability Issues for Deep Seabed Mining* a donné lieu à plusieurs ateliers en 2017 et 2018, de même qu'à la publication en juillet du *Synthesis Report on Liability Issue*, qui sera suivie d'une série d'études sur la question.

Regarder les responsables du projet discuter des voies juridiques à emprunter pour prévenir les dommages environnementaux causés par l'exploitation des grands fonds marins : www.cigionline.org/seabed.



**Nos partenariats
et nos
collaborations
interdisciplinaires
avec d'éminents
experts et
homologues
ont fait du CIGI
une référence
de premier plan
en matière de
recherche et
d'analyse.**



"Amazonian
Roofs"
Maria Memon
2018

Artwork is an original
oil painting on canvas.
Each painting is a
unique work of art.
The artist is not
responsible for any
damage or loss of
the artwork.

Publications choisies

Le CIGI publie en anglais des livres, études, rapports spéciaux, exposés d'orientation, ouvrages collectifs et comptes rendus de conférence, tous évalués par les pairs et issus des travaux de ses programmes de recherche. Les publications ci-dessous ont exceptionnellement été publiées en français.

Criminels de guerre au Canada ?
La valse-hésitation historique entre
poursuites et expulsions (Document
n° 12, tiré de Canada et droit
international : 150 ans d'histoire et
perspectives d'avenir)

FANNIE LAFONTAINE
8 MARS 2018

La mise en œuvre judiciaire des
obligations internationales du
Canada en matière de droits
humains : Obstacles et embûches
(Document n° 13, tiré de Canada
et droit international : 150 ans
d'histoire et perspectives d'avenir)

STÉPHANE BEAULAC
8 MARS 2018

Le Canada et le droit international
privé en matière commerciale
(Document n° 14, tiré de Canada
et droit international : 150 ans
d'histoire et perspectives d'avenir)

BERNARD COLAS
8 MARS 2018

Enfants-soldats en droit international humanitaire : civils ou combattants ?
Expériences et réflexions canadiennes (Document n° 19, tiré de Canada et droit
international : 150 ans d'histoire et perspectives d'avenir)

RENÉ PROVOST
21 MARS 2018



Outre de nombreux auteurs d'ouvrages, des représentants gouvernementaux comme Jonathan Fried, d'Affaires mondiales Canada, et Robert Fife, chef du bureau d'Ottawa du *Globe and Mail*, ont participé le 19 juin au lancement de *Reflections*, qui retrace la riche histoire du Canada dans les domaines de la gouvernance mondiale et du droit international, tout en examinant le rôle qu'il est appelé à y jouer dans les prochaines années.

Le rôle du Parlement dans la négociation et l'adoption des traités (Document n° 20, tiré de Canada et droit international : 150 ans d'histoire et perspectives d'avenir)

ARMAND DE MESTRAL ET HUGO CYR
28 MARS 2018

Le Canada et la capacité des entités infra-étatiques de conclure des traités (Document n° 23, tiré de Canada et droit international : 150 ans d'histoire et perspectives d'avenir)

CHARLES-EMMANUEL CÔTÉ
10 AVRIL 2018

Le rôle du Canada dans l'évolution institutionnelle et substantive du système GATT/OMC (Document n° 24, tiré de Canada et droit international : 150 ans d'histoire et perspectives d'avenir)

RICHARD OUELLE
10 AVRIL 2018

Gouvernance innovante pour un monde branché : Protection de la liberté d'expression, de la diversité et de l'engagement civique dans l'écosystème numérique mondial (compte rendu de conférence)

31 JUILLET 2018



Le CIGI a réuni Eileen Donahoe, directrice du programme Global Digital Policy de l'Université Stanford, et Mélanie Joly, ancienne ministre de Patrimoine canadien, autour d'un débat d'actualité sur la numérisation de nos sociétés.

Principaux événements

Participation autochtone à la table
ronde sur la renégociation de
l'ALENA

2 AOÛT 2017

Congrès des étudiants diplômés en
droit international

14 AOÛT 2017

Forum public de l'OMC : « Le
commerce au-delà des gros titres »

26 SEPTEMBRE 2017

Droits autochtones et protection des
savoirs traditionnels, de l'expression
culturelle et des ressources
génétiques dans un accord de libre-
échange nord-américain renégocié

1^{ER} NOVEMBRE 2017

Lancement de la Commission sur la transformation économique mondiale

21 OCTOBRE 2017



Rohinton P. Medhora s'est joint aux prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Michael Spence, membres de la nouvelle Commission on Global Economic Transformation lancée en partenariat avec l'Institut pour une nouvelle pensée économique.

Convention-cadre des Nations unies
sur les changements climatiques et
COP23 : atelier sur l'Initiative de
registre sur le climat et événement
Hack4Climate

7 NOVEMBRE 2017

Onzième Conférence ministérielle
de l'OMC : ateliers sur le
renforcement du système de
règlement des différends de
l'OMC, le commerce équitable et
le cadre du droit international des
investissements

10-12 DÉCEMBRE 2017

Forum mondial de la jeunesse :
« Changements climatiques et
durabilité dans le contexte mondial »

15 DÉCEMBRE 2017

Progrès de la gouvernance
des réglementations liées au
changement climatique dans le
transport maritime

5 JANVIER 2018

Table ronde sur la Politique d'aide internationale féministe du Canada

23 JANVIER 2018



Marie-Claude Bibeau, ministre du Développement international et de la Francophonie, s'est jointe à notre directeur exécutif Rohinton P. Medhora et à d'autres experts du CIGI pour discuter de la Politique d'aide internationale féministe du Canada et d'autres enjeux.

Table ronde sur la stratégie et la gouvernance des données

9 FÉVRIER 2018



Christia Freeland, ministre canadienne des Affaires étrangères, David Lametti, secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (de dos) et Steve Verheul, négociateur de l'ALENA, ont participé à cette table ronde du CIGI sur la gouvernance des données.

Dialogue Canada-Inde sur l'innovation, la croissance et la prospérité

20 FÉVRIER 2018

Attention, on vous observe :
surveillance, trahison et confiance

21 FÉVRIER 2018

Sommet de la haute direction de CyberCanada

28 FÉVRIER 2018

Célébrer les femmes d'influence du
secteur des technologies

8 MARS 2018

Conférence sur l'importance d'une gouvernance innovante dans un monde connecté et un écosystème numérique mondialisé : comment protéger la liberté d'expression, la diversité et l'engagement civique

8 MARS 2018



Le CIGI a réuni Eileen Donahoe, directrice du programme Global Digital Policy de l'Université Stanford (à d.), et Mélanie Joly, ancienne ministre de Patrimoine canadien, autour d'un débat d'actualité sur la numérisation de nos sociétés.

Transformer le commerce par l'autonomisation économique des femmes

20 AVRIL 2018



Stephen de Boer, ambassadeur du Canada à l'OMC, Oonagh E. Fitzgerald, directrice du PRDI, Susana Malcorra, ancienne ministre argentine du Commerce (à g.) et Arancha González, directrice exécutive du Centre du commerce international (à d.), figuraient parmi les experts mondiaux de cette table ronde du CIGI consacrée à la suppression des obstacles rencontrés par les femmes.

Panel d'experts sur le pouvoir des femmes en matière d'innovation et de créativité

26 AVRIL 2018

Notre avenir guidé par les données

15 MAI 2018

Conférence sur les risques systémiques dans le secteur financier, 10 ans après la crise financière mondiale

24 MAI 2018

Faire progresser les intérêts du Canada au sein de l'OMC

FORUM POLITIQUE MONDIAL
29 MAI 2018

Atelier sur le rôle des technologies face à la crise internationale des migrants

5 JUIN 2018



Des dirigeants de la Silicon Valley ont rencontré Madeleine Albright, Lloyd Axworthy et des représentants du CMR dans le cadre d'un partenariat avec le Aspen Ministers Forum. L'atelier a porté sur les solutions technologiques favorisant une gouvernance participative, de nouveaux modèles de partage des responsabilités et la transparence des systèmes de responsabilisation.

Réunion en Grèce du Conseil mondial pour les réfugiés

29 JUIN 2018

Forum Jeju : restructurer la paix en Asie

26-28 JUIN 2018

Le Canada et le droit international au point d'inflexion

19 JUIN 2018

L'effet des données

26 JUIN 2018

Réunions du Conseil mondial pour les réfugiés sur la crise vénézuélienne des réfugiés et des migrants

29-31 JUILLET 2018



On estime à 1,6 million le nombre de Vénézuéliens qui ont fui leur pays depuis 2015, notamment vers la Colombie voisine. Marta Lucía Ramírez, vice-présidente de la Colombie, a discuté de cette crise majeure lors de réunions avec des membres du CMR.

Finances

Rapport des auditeurs indépendants sur les états financiers résumés

Aux administrateurs du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale,

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 juillet 2018 et les états résumés des produits et charges et de l'évolution des soldes de fonds pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, sont tirés des états financiers audités du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (l'« Organisation ») pour l'exercice clos le 31 juillet 2018. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur les états financiers dans notre rapport daté du 6 novembre 2018. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événement survenus après la date de notre rapport sur les états financiers.

Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations obligatoires requises en vertu des normes comptables canadiennes sur les organismes sans but lucratif. La lecture des états financiers résumés ne peut donc remplacer celle des états financiers audités de l'Organisation.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités sur la base qu'elle a établie, qui consiste à retirer le relevé des flux nets de trésorerie, à conserver les grands totaux partiels, les totaux et les données comparatives, ainsi qu'à conserver les informations des états financiers audités relatives aux questions ayant des effets profonds ou significatifs sur les états financiers résumés.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810 « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Téléchargez l'intégralité des états financiers audités à www.cigionline.org/financials.

Opinion

À notre avis, les états financiers résumés tirés des états financiers audités de l'Organisation pour l'exercice clos le 31 juillet 2018 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conforme à la base établie par la direction, qui consiste à conserver les grands totaux partiels, les totaux et les données comparatives, ainsi qu'à conserver les informations des états financiers audités relatives aux questions ayant des effets profonds ou significatifs sur les états financiers résumés.

Autres questions

Les états financiers audités de l'Organisation sont disponibles sur demande auprès de l'Organisation.

Zeifmans LLP

Comptables professionnels agréés
Comptables publics agréés
Toronto (Ontario) 6 novembre 2018

Notes sur les états financiers résumés

Les ressources apportées à titre de dotations sont incluses dans le fonds de dotation à long terme. Certaines de ces ressources doivent être détenues pour une période de dix ans ou jusqu'à la dissolution ou la liquidation de l'Organisation, selon la dernière de ces deux dates. Certaines de ces ressources accordées par le gouvernement du Canada seront gardées en permanence. Les revenus de placements tirés des ressources de ce fonds seront présentés dans le fonds d'administration et d'immobilisations.

Le fonds d'administration et d'immobilisations est affecté à l'exécution des programmes, aux activités administratives et aux immobilisations non liées au Campus de l'Organisation.

Le Fonds affecté pour l'Afrique est centré sur les effets du changement climatique sur la sécurité et le développement socioéconomique de l'Afrique.

Le fonds John Holmes est centré sur le financement des activités de la bibliothèque.

Le fonds Campus est une initiative du CIGI menée en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral en vue d'abriter plusieurs établissements et programmes d'études supérieures. La Balsillie School of International Affairs (BSIA) et le PRDI comptent parmi ces initiatives. En tant que centre regroupant plusieurs établissements et programmes, le Campus du CIGI privilégie un apprentissage interdisciplinaire axé sur le développement des savoirs relatifs aux enjeux internationaux.

Bilan résumé

AU 31 JUILLET 2018	DOTATION À LONG TERME	ADMINISTRATION ET IMMOBILISATIONS	TOTAL PARTIEL	AFRIQUE
ACTIFS À COURT TERME				
Espèces et quasi-espèces	\$ 2 271 620	\$ 2 488 851	\$ 4 760 471	\$ 8 839
Placements de portefeuille	56 178 733	23 395 851	79 574 584	5 737 591
Débiteurs	-	1 449 886	1 449 886	-
Frais payés d'avance	-	283 359	283 359	-
ACTIF TOTAL	58 450 353	27 617 947	86 068 300	5 746 430
AUTRES ACTIFS				
Immobilisations corporelles	-	3 719 468	3 719 468	-
Incitatif à la localisation	-	289 006	289 006	-
TOTAL DES AUTRES ACTIFS	-	4 008 474	4, 008 474	-
TOTAL DES ACTIFS	\$ 58 540 353	\$ 31 626 421	\$ 90 076 774	\$ 5 746 430
PASSIF À COURT TERME				
Créditeurs et produits reportés	\$ -	\$ 2 407 444	\$ 2 407 444	\$ -
Perte non réalisée sur les contrats à effets différés	174 518	-	174 518	-
PASSIF TOTAL	174 518	2 407 444	2 581 962	-
SOLDES DE FONDS				
Investis et immobilisations	-	3 719 468	3 719 468	-
Affectations d'origine externe	58 275 835	-	58 275 835	5 746 430
Affectations d'origine interne	-	-	-	-
Non affectés	-	25 499 509	25 499 509	-
SOLDES DE FONDS	58 275 835	29 218 977	87 494 812	5 746 430
TOTAL DU PASSIF ET ET DES SOLDES DE FONDS	\$ 58 450 353	\$ 31 626 421	\$ 90, 076 774	\$ 5 746 430

J HOLMES			CAMPUS			PRDI	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
\$	-	\$	79 862	\$	515 981	\$	5, 365 153	\$	5 891 186
	413 348		15 459 998		20 035 288		121 220 809		123 966 744
	-		-		-		1 449 886		1 230 454
	-		78 615		62 216		424 190		1 112 903
	413 348		15 618 475		20 613 485		128 460 038		132 201 287
	-		53 566 489		-		57 285 957		59 180 608
	-		-		-		289 006		299 310
	-		53 566 489		-		57 574 963		59 479 918
\$	413 348	\$	69 184 964	\$	20 613 485	\$	186 035 001	\$	191 681 205
\$	-	\$	-	\$	-	\$	2 407 444	\$	1 446 505
	-		-		-		174 518		2 546
	-		-		-		2 581 962		1 449 051
	-		53 566 489		-		57, 285 957		59 180 608
	413 348		14 995 874		20 613 485		100, 044 972		107 825 622
	-		622 601		-		622 601		620 110
	-		-		-		25 499 509		22 605 814
	413 348		69 184 964		20 613 485		183 453 039		190 232 154
\$	413 348	\$	69, 184 964	\$	20 613 485	\$	186 035 001	\$	191 681 205

États résumés des produits, des charges et de l'évolution des soldes de fonds

AU 31 JUILLET 2018	DOTATION À LONG TERME	ADMINISTRATION ET IMMOBILISATIONS	TOTAL PARTIEL	AFRIQUE
PRODUITS (PERTE)				
Revenu du placement réalisé	\$ -	\$ 11 574 989	\$ 11 574 989	\$ 296 202
Subventions (gouvernementales et autres)	-	770 762	770 762	-
Dons et autres revenus	-	539 821	539 821	-
Revenu de placement non réalisé (perte)	-	(2 847 660)	(2 847 660)	(54 977)
TOTAL DES PRODUITS (PERTE)	-	10 037 912	10,037,912	241 225
CHARGES				
Recherche, conférences et partenariats	-	6 963 016	6 963 016	413 870
Administration	-	1 946 285	1 946 285	-
Amortissement	-	378 455	378 455	-
Installations	-	92 882	92 882	-
Soutien technique	-	428 334	428 334	-
TOTAL DES CHARGES	-	9 808 972	9 808 972	413 870
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	-	228 940	228 940	(172 645)
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	59, 279 276	26 552 870	85 832 146	5 868 868
VIREMENTS INTERFONDS	(1 003 441)	2 437 167	1 433 726	50 207
SOLDES DE FONDS À LA FIN DE L'EXERCICE	\$58 275 835	\$ 29 218 977	\$ 87 494 812	\$ 5 746 430

J HOLMES		CAMPUS		PRDI	TOTAL 2018	TOTAL 2017			
\$	1 653	\$	1 348 958	\$	507 545	\$	13 729 347	\$	9 337 640
	-		-		3 202 656		3 973 418		3 525 400
	-		871 862		-		1 411 683		1 319 422
	-		(396 191)		125 845		(3 172 983)		(2 016 791)
	1 653		1, 824 629		3 836 046		15 941 465		12 165 671
	-		2 152 494		6 424 358		15 953 738		15 931 107
	-		198 980		464 579		2 609 844		1 973 594
	-		1 705 704		-		2 084 159		2 713 660
	-		867 666		145 683		1 106 231		1 179 226
	-		420 325		117 949		966 608		781 789
	-		5 345 169		7 152 569		22 720 580		22 579 376
	1 653		(3 520 540)		(3 316 523)		(6 779 115)		(10 413 705)
	411 695		72 964 472		25 154 973		190 232 154		200 645 859
	-		(258 968)		(1 224 965)		-		-
\$	413 348	\$	69 184 964	\$	20 613 485	\$	183 453 039	\$	190 232 154



Merci

Les réalisations mises en évidence dans ce rapport annuel ne forment qu'une partie des travaux innovants de la plus haute qualité menés par le personnel et les experts du CIGI au Canada comme à l'étranger.

Nous continuerons l'an prochain de produire des travaux d'actualité d'une grande pertinence, de la publication du rapport final et des recommandations du CMR au lancement d'une série d'études sur les questions de cybersécurité. Nous donnerons aussi priorité aux enjeux de la PI, de la gouvernance des données et de l'IA, y compris en faisant un usage novateur de cette dernière dans nos recherches et analyses.